

Le lait dans l'économie agricole de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel

Avec une production de l'ordre de 5 milliards de litres par an, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (AOS) ne couvrent que 9 % de l'offre continentale de lait. Malgré cette part modeste, le lait constitue un enjeu multidimensionnel et reste confronté à de nombreux défis auxquels les politiques nationales et régionales tentent de répondre depuis une dizaine d'années.

Le lait a été intégré par les États membres de la CEDEAO dans la liste des produits stratégiques pour la sécurité et la souveraineté alimentaire en 2010. Il s'agissait de mettre fin à un véritable paradoxe. Malgré l'importance de son cheptel, estimé à 600 millions de ruminants, la région reste de plus en plus dépendante des importations de produits laitiers. Son taux d'autosuffisance est ainsi passé de 60 % en 2000 à 41 % en 2024.

Le lait constitue une soupape de sécurité pour les ménages des éleveurs. Outre le fait que plus de 80 % de la production actuelle est autoconsommée par les ménages des éleveurs, le lait contribue pour près de 30 % à la formation de leurs revenus. Il est sous la responsabilité des femmes dans un contrat social qui leur accorde une place centrale dans la gestion des sous-produits de l'élevage (laines, peaux, cuirs en plus du lait...) et des revenus qui en sont issus.

Au cours des dernières années, le lait s'est imposé comme un facteur de densification des économies des territoires pastoraux : création de nombreux centres de collecte multiservices, de mini laiteries et autres activités connexes, notamment la production fourragère et les dépôts de vente d'aliments bétail. Le lait a ainsi permis l'émergence de modèles technico économiques reposant sur des formes de contractualisation inclusive (éleveurs, collecteurs, transformateurs et

fournisseurs de services divers) pourvoyeurs d'emplois aux jeunes et aux femmes.

La consommation du lait est passée de quelque 18,4 litres par habitant en 2000 à 28,5 l en 2021 du fait de la croissance démographique, de l'urbanisation et de la hausse des revenus. Pour répondre à cette demande, la région a recours à des importations massives de produits laitiers, notamment de poudre de lait réengraissée de matières grasses végétales dont le volume est passé de 460 millions de litres en 2000 à 4,17 milliards en 2021 (FAO, et BACI). Ces importations s'élèvent à près de 500 milliards de FCFA par an...

Pour contrecarrer cette évolution, la CEDEAO a lancé depuis 2019 une stratégie régionale, dite « Offensive lait » qui vise à travailler simultanément sur tous les maillons : production, collecte, transformation, distribution et consommation du lait local. L'internalisation et l'appropriation de cette initiative sont visibles à trois niveaux. La société civile a bâti, autour du slogan « Mon lait est local », une plateforme multi-acteurs régionale déclinée en coalitions nationales. Plusieurs États (Nigeria, Sénégal, Burkina Faso) ont engagé des politiques sectorielles structurantes. La CEDEAO, enfin, travaille en parallèle à la diffusion de modèles technico-économiques éprouvés au niveau de chacun des maillons des chaînes de valeur et à des réformes réglementaires et fiscales pour stabiliser l'environnement pro lait local de la filière.

Cette dernière action de la CEDEAO est la plus sensible. En juin 2025 à Abidjan, les États se sont divisés sur la révision du Tarif extérieur commun : faut-il taxer davantage la poudre de lait réengraissée pour réduire sa concurrence avec le lait local ? Les positions opposent notamment les pays consommateurs de la façade atlantique aux pays producteurs du Sahel, mais aussi les partisans d'une protection accrue aux défenseurs du libre marché. La concertation a néanmoins dégagé plusieurs pistes, allant des incitations pour amener les grands groupes implantés dans la région à collecter du lait local, à l'application de droits spécifiques temporaires sur les volumes de lait importés.

La rupture entre l'Alliance des États du Sahel et la CEDEAO complique, sans pour autant annuler, cette dynamique. Des compromis pragmatiques ont permis de maintenir les pays sahéliens dans le périmètre de l'Offensive, en s'appuyant sur la société civile et le secteur privé, notamment la plateforme régionale dont l'Aposs assure la présidence, plutôt que sur les canaux intergouvernementaux.

Certains pays montrent qu'une fiscalité associée à des investissements accroît la part du lait local consommé. Les études et scénarios permettront d'évaluer les mesures possibles et d'éclairer les compromis régionaux, pour garantir l'autosuffisance de la région en ce produit stratégique.



Dans le département de Dagana, au nord du Sénégal, des enfants reçoivent du lait caillé produit par des mini-laiteries locales partenaires du projet Asstel. Cette distribution en milieu scolaire associe amélioration de l'alimentation des élèves et création de débouchés pour la filière lait local.

Gret

Bio Goura Soulé



Coordonnateur du Projet d'appui à l'Offensive lait en Afrique de l'Ouest (PAOLAO)

Direction de l'agriculture et du développement rural, Commission de la CEDEAO